

RAPPORT MORAL AG DE MAYENNE 2022

Permettez moi de commencer cette AG en remerciant une nouvelle fois le comité de Mayenne pour la qualité de son accueil.

Désastre sanitaire, effondrement de l'hôpital public, déserts médicaux, renoncement massifs aux soins, les mots ne manquent pas pour caractériser la situation de la santé dans notre pays et son évolution depuis la pandémie, un tableau qui n'est d'ailleurs pas lié à la COVID puisqu'en 2017 déjà nous lancions une pétition : Stop à la catastrophe sanitaire annoncée. Exigeons l'accès aux soins pour toutes et tous.

Colère, inquiétude, indignation, désespoir, les mots ne manquent pas non plus pour décrire notre état d'esprit, celui de la population et un élu local parlait même de trahison des autorités.

Mais sans doute faut il dépasser la surenchère verbale pour mieux comprendre les raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là, les blocages, et ce que peut, ce que doit faire notre Coordination pour contribuer à inverser le cours des choses, à entrer dans une nouvelle période où l'accès aux soins et à la prévention, de qualité, pour toutes et tous sans barrières financières, dans la proximité, soit possible.

Mon rapport sera donc en trois points, quelques éléments d'analyse de la situation, nos propositions avec le bilan de ce que nous portons déjà et de ce qu'il nous faut continuer à élaborer, et enfin comment poursuivre et amplifier la mobilisation.

Nous avons parlé de la privatisation de notre système de santé hier : nous n'avons volontairement pas parlé de la Sécurité Sociale – nous avons dans d'autres rencontres fait des ateliers à ce sujet et il y a besoin de limiter parfois pour approfondir réellement !

Mais, c'est, et nous le savons, au coeur du sujet ! Historiquement, la Sécurité Sociale, ce sont des cotisations sur les salaires, une part de la valeur ajoutée par le travail, détournée ainsi de l'appétit capitaliste pour être mise en commun et répondre aux aléas de la vie : chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Cet argent sert ainsi à la solidarité intragénérationnelle et intergénérationnelle. Ce sont les cotisations d'aujourd'hui qui paient les prestations d'aujourd'hui et il n'y a aucune capitalisation à la différence d'une assurance. Le budget de la Sécurité Sociale est largement supérieur à celui de l'État. Vous voyez la masse d'argent qui échappe aux marchés financiers ! Tous les moyens sont bons pour la récupérer et parmi eux, évidemment la limitation des dépenses de santé publique pour substituer à la Sécurité sociale des assurances privées. C'est d'ailleurs pour cela que le combat pour la Sécurité Sociale, dans tous ces aspects, nous concerne. Dans les moyens pour récupérer, il y a aussi les restrictions démocratiques avec la suppression des élections à la Sécurité Sociale et la reprise en main par l'état, avec pour en rester à la santé la mise en place d'un contrôle par le parlement définissant un ONDAM, objectif national des dépenses d'assurance maladie, instauré à partir du plan Juppé, mais avec des mesures permettant son respect à partir des années 2010, voir une sous utilisation.

Je ne reviens pas sur l'analyse du manque de professionnels, ni sur tous les aspects de la privatisation que nous avons développé hier où, nous l'avons vu, les marchés financiers contribuent à la désintégration du système de soins en le fragmentant pour en garder la partie la plus rentable tout en contribuant à la perte de sens de ce qu'est un service public à la fois pour les usagers et pour les professionnels.

Il nous faut évidemment pousser ces analyses, pas forcément aujourd'hui, car nous n'en avons pas le temps, cela pour dire que je veux bien tout à l'heure entendre que vous n'êtes pas d'accord avec mon analyse sur la Sécu, mais pas tout ce que je n'ai pas dit, car alors on va y passer la matinée !

Mais il nous faut aussi prendre un peu de temps pour comprendre pourquoi la population se mobilise ou ne se mobilise pas. Il y a sans doute un lien à faire entre les difficultés de mobilisation et l'abstention de plus en plus forte lors des élections politiques, l'absence totale de confiance envers les autorités, les politiques. Il faut certainement se poser la question des perspectives et nous avons un rôle à jouer en démontrant que la catastrophe sanitaire n'est pas inéluctable.

Mais ce constat national n'explique pas tout, car on le voit bien, il y a des mobilisations massives et d'autres bien difficiles, il y a des mobilisations gagnantes et d'autres qui s'épuisent. On le sait, c'est plus facile de mobiliser pour une maternité que pour la perte de quelques lits dans un service. J'entends à la fois dire « on n'est pas assez méchant » et « il faut faire attention aux mots que l'on emploie pour être largement rassembleur ». Je pense que tout cela doit nous amener à échanger entre nos comités.

Cela conduit naturellement à parler de nos propositions : de ce point de vue, nous avons avancé depuis nos dernières rencontres avec notre plan d'urgence qui a été bien accueilli, qui nous permet de contrer le fatalisme face au manque de professionnels.

Nous avons une plateforme dans laquelle il est même écrit qu'elle doit évoluer au cours du temps. L'intégration dedans de notre plan d'urgence crée quelques redites, voir quelques contradictions. Il me semble qu'il est temps de la reprendre pour l'adapter à la situation actuelle : cela pourrait à la fois nous permettre d'avoir des débats de fond et de nous créer une nouvelle occasion de communication sous des formes diverses.

Je précise ce que j'entends sous débats de fond : débats déjà dans nos comités avec la population. Notre plateforme, nous l'avons appelé « Pour un service public sanitaire égalitaire et de proximité ». Sa réécriture pourrait être la contribution de la Coordination à la préparation de l'initiative de Lure en mai : « Un nouvel élan pour nos services publics ». Cela pourrait être l'occasion dans nos départements d'initiatives avec les autres signataires de l'appel, qui au-delà du but spécifique de chacune des organisations sont tous des usagers de la santé. Les membres du CA pourraient être en appui pour aider à l'animation de ces initiatives, présenter l'état des réflexions de la CN

Et puis nous pourrions adopter une plateforme rénovée lors d'une assemblée générale de nos comités en visio entre les congés scolaires d'hiver et ceux de printemps, sans doute pas plus tard pour pas se télescoper avec l'initiative à Lure même.

Troisième partie de ce rapport : comment poursuivre et amplifier la mobilisation ? Séparer la mobilisation de ce qui vient d'être dit est évidemment schématique, car c'est bien la mobilisation qui nous permettra de ne pas élaborer nos propositions en vase clos et nos propositions nous aideront à la mobilisation !

Faisons déjà le bilan de l'année écoulée : les mobilisations locales ont été nombreuses. Je ne parle même pas de Luçon, Marmande, Druguignan qui se retrouvent toutes les semaines et je ne vais pas vous citer toutes les actions locales au risque d'en oublier, saluer quand même les 5000 personnes dans les rues de Montluçon et l'immense mobilisation à Oloron Ste Marie un mardi matin et avoir une attention particulière pour les comités qui comme Sarlat, Ruffec, Concarneau ou Remiremont et il y en a d'autres ont une activité continue, tiennent des permanences. Je ne peux pas citer toutes les actions et tous les comités : notre bulletin essaie de les relayer, semaine après semaine quand des informations sous format utilisable, c'est à dire pas des coupures de journaux. J'ai gardé pour la fin Mayenne qui s'est superbement inscrit dans le calendrier national : j'y reviendrais.

Et la multiplication des mobilisations locales va de pair avec une remontée du nombre de nos comités adhérents : 54 l'année dernière au moment de l'AG, 61 à ce jour et quelques perspectives supplémentaires avant la fin de l'année

Venons en aux mobilisations nationales : Mayenne a été à l'initiative de la dernière grande mobilisation nationale le 4 décembre dernier. C'était une décision prise lors de nos rencontres de Sarlat et a fait l'objet d'un appel relayé par de multiples organisations, nous permettant d'inscrire la santé, l'hôpital public dans les sujets d'actualité. En reprenant mon rapport moral de l'année dernière j'ai retrouvé la volonté que nous avons d'utiliser au maximum les campagnes électorales. Je ne suis pas bien persuadée que nous y soyons parvenus de même que je m'inquiète de la manière dont les médias traitent la crise sanitaire. Ce n'est pas qu'ils ne s'en occupent pas : après la crise des urgences nous avons la crise de la pédiatrie mais c'est pour constater, faire pleurer ou inquiéter, accompagner le discours ministériel, du pauvre ministre qui fait tout ce qu'il peut mais il n'y a pas de personnel, bref, renforcer le fatalisme, l'inutilité d'agir et c'est pour cela que nous devons développer nos propositions.

L'interorga qui réunissait les organisations syndicales de la santé et des collectifs s'est étiolé depuis 2019, avec le départ des OS qui ont signé les accords du Ségur et puis aussi avec le dépérissement de certains collectifs et là c'est le point mort. Nous avons demandé à rencontrer les OS qui ont quitté, sans réponse. La tenue prochaine des élections professionnelles dans la FPH ne favorise évidemment pas les actions unitaires !

Voilà pour le bilan de l'année écoulée : venons en aux perspectives ! D'un point de vue national, c'est avant tout la manifestation à Lure en mai. J'ai déjà donné quelques éléments sur comment on pourrait la préparer dans nos territoires et on y reviendra certainement dans le débat.

Nous allons, après avoir écouté puis voté le rapport d'activité que nous présentera Rosine, fait de même avec le rapport financier présenté par Jean Luc et élu notre nouveau CA, après tout cela nous discuterons de notre feuille de route, de ce que les comités demandent au CA de faire.

Le premier point est sans doute d'élargir le poids de la coordination avec de nouveaux comités : nous le savons, il y en a un certain nombre, plus ou moins organisés non adhérent à la coordination. Leur adhésion nous renforcerait financièrement, mais surtout moralement ! Comment les convaincre ?

Evidemment par ce que nous pouvons leur apporter ! Et c'est ce que présente la feuille de route, qu'il nous faut enrichir, préciser avec vous : qu'attendez vous du CA de la Coordination ? J'espère que dans la discussion nous serons là dessus, plus que dans l'introduction qui ne fait que résumer nos propositions et qui par définition est incomplète, notre plan d'urgence à lui tout seul fait quatre pages !

J'en termine là de ce rapport. Je voudrais remercier ceux qui quittent le CA, Marianne de Concarneau, Geneviève de Tours, Philippe de Die et Yvette d'Ambert. Leurs apports nous ont été précieux. Notre CA va s'élargir puisque les entrants sont plus nombreux : José Bouaniche et Jacques de Turenne de Concarneau, Michel Ceruti de Marmande, Claude Balvay de Luçon et Pascal de Mayenne.